



**Commune de MACOURIA
1, rue Benjamin Constance
GF 97355 MACOURIA**

**Accord-cadre fournitures
Marché N°2024AO21**

**Acquisition d'équipements de protection individuelle, de vêtements
et accessoires de travail**

Appel d'offres ouvert

En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de
la commande publique.

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Article 1 : Objet de la Consultation	4
Article 2 : Décomposition, forme et durée du marché	4
2.1. Décomposition - Allotissement	4
2.2. Forme de l'Accord-Cadre	4
2.3. Durée de l'Accord-Cadre	5
Article 3 : Parties contractantes	5
3.1. Pouvoir adjudicateur	5
3.2. Représentant du pouvoir Adjudicateur	5
3.3. Titulaire	6
3.4. Cotraitance	6
3.5. Sous-traitance	6
Article 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
4.1-Pièces particulières contractuelles	6
4.2 -Pièces générales	7
Article 5 : PRIX – VARIATION DES PRIX	7
5.1 -Contenu et forme des prix	7
5.2 – Nature et variation des prix	7
Article 6 : PAIEMENT DES PRESTATIONS	8
6.1 – Règlement des bons de commande	8
6.2 – Présentation des demandes de paiement	8
6.3 - Délais de règlement	8
6.4 - Intérêts moratoires	9
Article 7 : MODALITES D'EXECUTION	9
7.1- Modalités de commande	9
7.2. Délai d'exécution - Livraison	10
7.4. Prolongation du délai	11
7.5. Exclusivité du titulaire	11
Article 8 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
8.1 – Vérifications quantitatives	12
8.2 – Vérifications qualitatives	12
Article 9 : PENALITES	12
Article 10 : ASSURANCES - GARANTIES	13
10.1 – Assurances	13
10.2 – Garanties	13

Article 11 : AUTRES OBLIGATIONS	13
11.1 – Confidentialité	13
11.2 – Obligations diverse	14
Article 12 : RESILIATION	14
Article 13 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	14
Article 14 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	14

Article 1 : Objet de la Consultation

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) concernent :

Acquisition d'équipements de protection individuelle, de vêtements et d'accessoires de travail.

La description des fournitures et les spécificités techniques sont indiquées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de chaque lot.

La Ville de Macouria se réserve le droit de commander, outre les fournitures figurant au BPU de chaque lot, toutes les fournitures figurant au catalogue, barème général ou tarif prix public du titulaire.

L'Accord-Cadre comprend le traitement de données à caractère personnel. Par dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG, il sera fait application de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (EU) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Article 2 : Décomposition, forme et durée du marché

2.1. Décomposition – Allotissement

Le présent Accord-cadre est alloti comme suit :

- Lot n° 01 : EPI, Personnel de la mairie de Macouria Hors Police Municipale
- Lot n° 02 : EPI, Personnel de la Police Municipale

Chaque lot est réputé indivisible.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots. Dans ce cas, ils sont susceptibles d'être retenus pour un ou plusieurs lots

2.2. Forme de l'Accord-Cadre

L'Accord-Cadre est passé selon la Procédure formalisée conformément aux dispositions des articles, R.2124-1 et L.2124-1 et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Décret n°2018-1225 du 24 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire et de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative du code de la commande publique

Il s'agit d'un Accord-cadre à bon de commande multi attributaires exécuté lors de l'émission du 1^{er} bon de commande, **un maximum de 300 000,00 € tous lots confondus pendant toute la durée de l'Accord-Cadre, réparti de manière suivante :**

Sur 3 ans		
Lot	Libellés	Maximum
N°01	Personnel de la, mairie de Macouria, hors la Police Municipale	150 000,00
N°02	Personnel de la Police Municipale	150 000,00
Total		300 000,00

2.3. Durée de l'Accord-Cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (01) an à compter de sa notification au(x) titulaire(s). Il pourra être reconduit dans les mêmes termes annuellement, au maximum deux (02) fois, par tacite reconduction, sans excéder une durée maximale de trois (03) ans.

Chaque année, la Ville de Macouria se réserve le droit de ne pas reconduire et doit se prononcer au moins deux (02) mois avant la fin de la durée de validité du marché par écrit (envoi d'une lettre recommandée avec demande d'accusé de réception).

Article 3 : Parties contractantes

3.1. Pouvoir adjudicateur

Mairie de MACOURIA
I, rue Benjamin Constance
97355 – MACOURIA
Tel : 0594 38 87 96 / Fax : 0594 38 81 27

3.2. Représentant du pouvoir Adjudicateur

Représentantes administratives :

Mme NGUYEN Danielle
Directrice des Finances et de la Commande Publique
Mail : danguyen@villedemacouria.fr

Mme MAURICRACE Céline
Service Commande Publique
Mail : cemauricrace@villedemacouria.fr

Représentant technique :

Mr FARGEAU Josy
Service Commande Publique
Mail : jofargeau@villedemacouria.fr
Tél : 0694 01 25 17

3.3. Titulaire

Dès notification du marché, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par l'Accord-Cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3.4. Cotraitance

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG sont applicables.

Conformément aux dispositions de l'article 3.5 du CCAG, Les candidats peuvent se présenter individuellement ou sous forme de groupement. Si le candidat se présente sous la forme d'un groupement sa forme est libre au stade du dépôt de l'offre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en qualité de candidats individuels et de membre d'un ou plusieurs groupements. Il leur est également interdit de présenter des offres en qualité de membre de plusieurs groupements.

Pour sécuriser financièrement l'Accord-Cadre, la forme juridique que devra revêtir, le cas échéant, le groupement d'entreprises attributaire de l'accord-cadre, est celle du groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Les candidats qui se présentent en groupement sont informés qu'ils seront contraints de transformer la forme de leur groupement si celle-ci ne correspond pas aux souhaits du pouvoir adjudicateur, et ce pour le cas où l'Accord-Cadre leur serait attribué.

3.5. Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée.

Article 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG. – FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

4.1 -Pièces particulières contractuelles

- L'Acte d'Engagement et ses annexes éventuelles,
- Le présent Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le mémoire technique du titulaire
- Les fiches techniques et/ou catalogues fournis par le titulaire du marché.

L'exemplaire original de ces documents particuliers, conservé dans les archives de la Ville de Macouria, fait seule foi. Le titulaire s'engage à exécuter ledit accord-cadre conformément aux dits documents.

Toute modification unilatérale du titulaire au cours de la consultation de l'un des documents susmentionnés est réputée non écrite.

Échantillons des équipements proposés

Afin de garantir la conformité des équipements proposés, les soumissionnaires sont tenus de fournir des échantillons, (2) deux semaines avant la date limite de remise des offres. Ces échantillons doivent être adressés à l'attention du Représentant Technique :

Monsieur FARGEAU Josy
Service Commande Publique
Mairie de MACOURIA
1, rue Benjamin Constance
97355 - MACOURIA
Tél : 0594 38 87 96 / Fax : 0594 38 81 27 / Port : 0694 01 25 17

Le non-respect de cette exigence peut entraîner l'exclusion de la soumission.

4.2 -Pièces générales

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (C.C.A.G. – F.C.S.) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009. Il s'applique en complémentarité des autres pièces de l'accord cadre. En cas de contradiction entre d'une part le CCAG et d'autre part les autres pièces de l'accord cadre, seules ces dernières prévaudront.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du présent accord-cadre. Ces documents ne sont pas joints au dossier, mais ils sont supposés être parfaitement connus du candidat.

Article 5 : PRIX – VARIATION DES PRIX

5.1 -Contenu et forme des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis conformément aux stipulations de l'article 10.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services. Ils comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Les fournitures seront réglées par application aux quantités réellement livrées des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot concerné, ou exceptionnellement des prix publics éventuellement affectés du rabais consenti au BPU (à défaut d'indication, ce dernier sera considéré comme nul) le cas échéant (pour les articles non cités expressément au BPU et correspondants au domaine relatif au lot concerné).

5.2 – Nature et variation des prix

5.2.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro».

Les prix du marché seront ajustés, par référence au tarif ou au barème que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle, à l'issue de chaque période de validité annuelle (date de notification).

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à l'administration contractante, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

5.2.2 Clause butoir

La variation des prix ne pourra en aucun cas excéder le prix initial majoré de 3%. Les prix indiqués sur chaque bon de commande sont déterminés par référence au tarif en vigueur à la date de notification de la commande.

5.2.3 Clause de sauvegarde

L'administration se réserve le droit de résilier sans indemnités la partie non exécutée du marché à la date de changement du prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3 %.

5.2.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts. **N'est actuellement pas applicable en Guyane.**

Article 6 : PAIEMENT DES PRESTATIONS

6.1 – Règlement des bons de commande

Chaque bon de commande fait l'objet d'un règlement partiel définitif de la facture correspondante. Le droit à présentation de la facture court à compter de la date d'admission des fournitures livrées.

6.2 – Présentation des demandes de paiement

Une fois les fournitures admises, le titulaire adresse une facture pour chaque bon de commande.

Les documents afférents au paiement seront établis en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier ;
- Numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Numéro de l'accord-cadre et du bon de commande ;
- La désignation des fournitures livrées ;
- Le montant HT des fournitures livrées éventuellement ajusté ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro** à :

Ville de Macouria
Service Finance
I, rue Benjamin CONSTANCE
97355 MACOURIA

6.3 - Délais de règlement

Conformément à l'article I du Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de règlement ne peut excéder 30 jours. Le mode de règlement est le virement avec mandatement à 30 jours, après présentation de la facture visée par le gestionnaire.

Le délai de paiement est donc de 30 jours et court à partir de la date de réception de la facture.

Ce délai peut être éventuellement suspendu si la facture ou la prestation correspondante ne sont pas conformes aux exigences de l'accord cadre.

Le titulaire de l'accord cadre sera ainsi informé de la suspension du délai de paiement de sa facture par le Service finance et des raisons de cette suspension par écrit (soit par mail, soit par courrier avec lettre recommandée avec accusé de réception).

6.4 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, il est fait application du taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de huit points, et ce quelles que soient par ailleurs les stipulations du présent accord cadre.

Article 7 : MODALITES D'EXECUTION

7.1 - Modalités de commande

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande émis par la Ville de Macouria.

Ces bons de commande seront envoyés par mail ou courrier simple au titulaire.

En cas d'observations à formuler, le titulaire se conforme à l'article 3.7 du CCAG-FCS.

Les bons de commande comporteront les mentions obligatoires suivantes :

1. L'objet de la commande ;
2. La désignation et la quantité des fournitures ;
3. Le coefficient ou le taux de remise correspondant à celui fixé dans l'acte d'engagement
4. Le ou les lieux (x) de livraison ;
5. L'adresse de facturation ;
6. Le montant HT et TTC du bon de commande ;
7. Le numéro de l'accord-cadre et du bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : Le Maire ou son représentant.

Les prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires et le coefficient appliqué sur les prix catalogues seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

La fourniture objet du marché sera livrée accompagnée d'un bon de livraison établi en un original et une copie, l'original étant destiné à la Ville de Macouria.

Tout bordereau de livraison devra mentionner :

- La référence de la commande ;
- Les informations nécessaires sur son état d'exécution (livraison partielle, totale, soldée, ...) ;
- La désignation de la marchandise ;
- Sa qualité exacte ;
- Sa quantité ;
- Son conditionnement ;
- La date de péremption ;
- Toutes indications utiles, conformément à la commande initiale reçue.

De même, la fourniture reçue sera vérifiée ou appréciée par le représentant de la Ville de Macouria. La fourniture non conforme aux conditions particulières énoncées sera refusée.

7.2. Délai d'exécution - Livraison

Pour chaque lot, l'exécution des prestations devra intervenir dans le(s) délai(s) indiqué(s) à l'initiative des candidats à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Ce délai d'exécution **comprend** la fourniture des articles avec, le cas échéant, la sérigraphie y afférente.

Le délai pour chaque lot court à compter de l'émission du 1^{er} bons de commande.

Toutefois, ce(s) délai(s) ne devra (ont) en aucun cas excéder le(s) délai(s) plafond(s) fixé(s) à :

Lot n°	Désignation	DELAIS PLAFONDS (en jours <i>calendaires</i>)	
		Prestations <u>avec</u> sérigraphie	Prestations <u>sans</u> sérigraphie
01	EPI, Personnel de la Mairie de Macouria, hors la police Municipale	90 Jours	60 Jours
02	EPI, Personnel de la Police Municipal	90 Jours	60 Jours

La livraison de la fourniture devra se faire aux adresses indiquées sur les bons de commandes.

Conformément à l'article 19 du C.C.A.G-F.C.S, la qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et aux modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.

Tous les frais d'emballage et de transport sont à la charge du titulaire du marché.

Aux termes de l'article 20 du C.C.A.G-F.C.S, les fournitures objet du présent marché sont livrées, accompagnées d'un bon de livraison.

Ce dernier sera émis en un original et une copie. L'original sera destiné à la Ville de Macouria et joint à la facture.

Tout bordereau de livraison devra mentionner la référence de la commande, la désignation et le conditionnement des produits, les quantités livrées et toutes indications utiles quant à l'état des livraisons (livraison partielle, totale, soldée...).

Les livraisons sont faites aux frais, risques et périls du titulaire. Le titulaire est déclaré responsable des marchandises jusqu'à la livraison dans les locaux de la Ville de Macouria.

7.2.1 Rupture d'approvisionnement

Le titulaire s'engage à tenir la Ville de Macouria informée de toute situation de rupture d'approvisionnement et d'établir un plan d'action permettant de pallier les conséquences de telles situations. Parmi les actions envisageables, on citera notamment la substitution, en accord avec le représentant de la commune, par un produit équivalent.

En cas de rupture de stock, le représentant de la Ville de Macouria doit en être avisé et une autre date de livraison lui être soumise. Si cette date n'était pas respectée, la commune se réserve le droit de s'adresser à un autre fournisseur et il sera fait application des dispositions de l'article 7.5 du présent C.C.T.P et 36 du CCAG FCS.

7.2.2 Reprise des produits

Le titulaire s'engage à respecter les conditions de reprise des produits défectueux qu'il aura formulées dans son offre le cas échéant.

7.2.2 Continuité de la prestation

Le titulaire doit assurer la continuité de la prestation quel que soit l'évènement affectant son déroulement.

7.4. Prolongation du délai

Toute prolongation du délai de livraison ne peut être accordée que dans le cadre des articles 13.3 du CCAG-FCS.

7.5. Exclusivité du titulaire

Le titulaire dispose d'une exclusivité sur toutes les commandes portant sur les fournitures figurant au BPU de son lot.

Toutefois, la Ville de Macouria se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord cadre, des opérations exceptionnelles, par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre.

Article 8 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

La livraison de chaque commande fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

8.1 – Vérifications quantitatives

Les vérifications quantitatives simples sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur **au moment même de la livraison** de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22, 23 et 24.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

8.2 – Vérifications qualitatives

Les vérifications qualitatives simples sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22, 23 et 24.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

8.3 - Admission

La décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des fournitures sera prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

Article 9 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG- FCS, la Ville de Macouria se réserve la possibilité d'appliquer au titulaire une pénalité pour retard dans l'exécution des prestations.

Si le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire la commande, **il doit impérativement en aviser la Ville de Macouria en appelant au numéro de téléphone indiqué sur le bon de commande et en transmettant l'information au numéro de téléphone ou de courriel qui lui sera transmis lors de son appel, 48 heures au moins avant la date prévue pour la livraison.**

Un retard dans l'exécution d'un marché, du fait de son titulaire (**dates de livraison fixées dans l'offre initiale et confirmées par le bon de commande, puis non respectées, quantités demandées non respectées, qualité du produit non respectée, conditionnement détérioré...**), tout retard pourra conduire l'administration à appliquer, sans mise en demeure préalable et par jour calendaire de retard constaté et par commande, **une pénalité journalière de 100 euros HT.**

En cas d'application des pénalités, leur montant sera déduit :

- de la facture correspondant à la prestation exécutée avec retard si cette facture reste à payer ;
- de la facture postérieure à la facture correspondant à la prestation exécutée avec retard si cette dernière est déjà réglée.

Dans le cas où aucune facture ne peut être émise, un titre de recette du montant de la pénalité sera envoyé au candidat.

A défaut d'accord amiable, la Ville de Macouria, se réserve le droit :

- De s'adresser directement auprès d'un autre fournisseur, aux frais, risques et périls du titulaire en défaut, et sans qu'il soit besoin de mettre les intéressés en demeure.
- Et éventuellement de résilier le marché pour ce qui reste à exécuter, dans les conditions prévues au CCAG de fournitures courantes et services.

Article 10 : ASSURANCES - GARANTIES

10.1 – Assurances

Le titulaire doit impérativement avoir souscrit, avant le commencement d'exécution de l'accord cadre, une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Il doit produire, à toute demande de la Ville de Macouria, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

10.2 – Garanties

Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle dont il propose l'emploi pour l'exécution du marché.

Article 11 : AUTRES OBLIGATIONS

11.1 – Confidentialité

11.1.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

11.1.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

I 1.2 – Obligations diverse

Les prestations objet du présent marché devront être conformes aux stipulations du présent CCTP et de ses annexes, ainsi qu'aux prescriptions des normes françaises, européennes et/ou internationales, homologuées ou équivalentes applicables en France.

Le titulaire doit assurer la continuité de la prestation quels que soient les incidents affectants

Article 12 : RESILIATION

Les dispositions des articles 29 à 34 du CCAG - Fournitures Courantes et Services sont seules applicables.

Article 13 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les éventuels différends ou litiges devront être consignés par écrits et seront réglés si possible à l'amiable entre le titulaire et la Ville de Macouria. Les propositions de règlement du différend seront signées par les deux parties.

En cas de désaccord persistant, le litige serait porté devant le Tribunal Administratif de Cayenne.

Article 14 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCTP sont apportées aux articles du CCAG – F.C.S :

- CCTP 4.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
- CCTP 8 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS